

# L'eau – une ressource stratégique pour tous les domaines du développement durable

En septembre 2000, l'Assemblée des Nations unies du Millénaire avait décidé que la proportion de la population mondiale sans accès à l'eau potable devrait être divisée par deux d'ici 2015. Cette année – 10 ans après le premier sommet de la Terre en 1992, à Rio de Janeiro – se tiendra en septembre, à Johannesburg, le deuxième Sommet mondial pour un développement durable. Dans ce cadre, le volet «eau» de l'Agenda 21 occupera une place de choix.

La préparation de ce sommet était un des objectifs de la conférence sur l'eau à Bonn, à laquelle avaient convié les ministres allemands de la Coopération économique et du

Développement ainsi que de l'Environnement. Outre l'analyse des progrès et des échecs constatés au cours de la dernière décennie, la conférence avait pour tâche d'élaborer de nouvelles approches en matière de politique de l'eau et de gestion de cette ressource ainsi que d'étudier leur mise en œuvre. Les participants se composaient non seulement de ministres en provenance de 46 pays, mais aussi de représentants d'organisations agricoles, de groupements de femmes, de syndicats, d'ONG ainsi que de l'industrie, ce qui a permis de confronter des intérêts multiples et de nourrir des débats animés. La diversification du cercle de participants avait également pour but de rechercher de nouvelles sources de financement, notamment dans le secteur privé.

La problématique de l'eau était divisée en cinq grands thèmes – l'eau pour les pauvres, la protection de l'environnement, agriculture et nature, la coopération internationale, la prévention des catastrophes – qui ont été étudiés dans des cadres variés: réunions plénières, groupes de travail, entretiens ministériels séparés et diverses manifestations complémentaires.

Après le discours d'ouverture du ministre allemand de l'Environnement, Jürgen Trittin, qui a appelé à une action énergique et promis de soutenir un «pacte global» pour un développement durable, Ushi Eid, secrétaire d'Etat au ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement est montée à la tribune pour demander que soient appliqués au préalable les accords passés antérieurement. Elle a rappelé que 1,2 milliard de personnes n'ont pas accès à de l'eau saine, que 2,5 milliards d'habitants de la pla-

---

Heinz Berger

---

## Approches de solution préconisées lors de la Conférence internationale sur l'eau à Bonn dans l'optique du deuxième sommet de la Terre Rio + 10 à Johannesburg

nète devaient vivre sans installation sanitaire convenable ni système d'assainissement et que, dans les pays en développement, 80 % de toutes les maladies et 25 millions de décès prématurés sont dus au contact avec de l'eau souillée. Enfin, elle a insisté sur le fait que l'irrigation des cultures était une importante cause de gaspillage. Ainsi, pour la production d'un litre de jus d'orange, il faut 22 litres d'eau au Brésil et 1 000 litres en Floride.

### L'eau, une ressource d'importance stratégique

A la lumière de ce constat, Nitin Desai, secrétaire général adjoint de l'ONU et secrétaire général du sommet de Johannesburg, a souligné dans un exposé-clé l'importance majeure de cette ressource ainsi que la nécessité de traiter ensemble des thèmes aussi liés l'un à l'autre que pauvreté et gestion des ressources naturelles. Ceci demande impérativement une volonté politique, la mise en œuvre de mesures pratiques, un véritable partenariat ainsi que l'intégration des aspects sociaux, économiques et environnementaux. Sans une gestion adéquate des ressources en eau, toutes les autres approches en matière de politique de développement sont condamnées à l'échec.

La deuxième grande priorité est celle du financement. Où trouver les 100 milliards de dollars nécessaires à l'alimentation en eau potable des plus démunis, conformément à la décision de l'Assemblée de l'ONU du Millénaire? Enfin, le troi-

sième axe concerne la promotion des technologies d'utilisation de l'eau ainsi que la diffusion auprès d'un maximum d'utilisateurs des techniques permettant d'économiser le précieux liquide.

Dans un exposé qui a suscité un vif intérêt, Klaus Töpfer, secrétaire général du Programme des Nations unies pour l'Environnement à Nairobi, a souligné le lien entre l'eau et les problèmes énergétiques ainsi que la nécessité d'une coopération à l'échelle mondiale. Enfin, il a lancé un appel insistant, demandant aux participants du prochain sommet de la Terre de mettre à profit ce forum pour aboutir à des décisions concrètes et non à simples déclarations.

La ministre ougandaise des Ressources hydrauliques, Madame Maria Mutagamba, a suggéré de procéder à un examen critique du financement public, à un inventaire des distorsions du marché dans le secteur de l'eau ainsi qu'à une meilleure prise en compte du rôle des femmes.

### Une alimentation en eau accessible aux pauvres et conforme aux critères du développement durable

La consommation d'eau a été multipliée par dix au cours du siècle dernier. Alors que la population mondiale a doublé depuis 1950, la consommation d'eau, elle, a quadruplé. En outre, on notera avec inquiétude que ce sont précisément les pays en développement pauvres en eau qui désormais auront la plus forte croissance démographique, ce qui aura pour effet de rendre encore plus difficile l'accès à l'eau d'un nombre croissant de démunis et d'augmenter le risque de conflits. Cependant, beaucoup de pays, dont la plupart des nations industrialisées, disposent d'eau en abondance. En fait, mathématiquement parlant, il y a suffisamment d'eau pour tous sur la planète. Cette répartition inégale apparaît clairement quand on sait que sur la planète, la ceinture aride et semi-aride, soit 40 % de la surface totale des terres, ne dispose que de 2 % à peine de l'ensemble des ressources en eau douce.

Dans ce contexte, des intervenants ont présenté des exposés, les uns suggérant des partenariats privé-public et d'autres alternatives, les autres insistant sur la nécessité d'une approche participative de la prise de décisions ainsi que d'une lutte contre la corruption. Des représentants de

groupements de paysans ont demandé, dans l'optique de la réduction de la pauvreté, de faciliter l'accès à l'eau, de renforcer les moyens d'action des femmes, de promouvoir les initiatives locales dans le secteur privé ainsi que de développer les investissements publics pour la création d'infrastructures et de promouvoir les technologies adaptées et la formation. La Suède a proposé qu'une partie de l'aide au développement soit obligatoirement affectée à la promotion du secteur de l'eau, englobant la formation en gestion des ressources en eau.

À Bonn, l'ampleur du défi à relever dans le domaine de l'eau potable a été rappelée de manière concrète. La réduction par deux du nombre de personnes privées d'eau de qualité d'ici 2015 signifie que chaque année, 300 000 personnes supplémentaires doivent pouvoir désormais se ravitailler en eau saine. En outre, tous les ans également, 390 000 personnes supplémentaires devront bénéficier d'installations sanitaires adéquates. En ce qui concerne les économies d'eau, un délégué égyptien a souligné que son pays dont l'agriculture repose sur l'irrigation, pourrait multiplier par deux ses ressources en eau potable s'il utilisait des techniques permettant d'économiser l'eau. Un exemple à ne pas suivre, celui de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan: un immense gaspillage de l'eau causé par des systèmes d'irrigation inadaptés et l'exploitation excessive de l'eau des fleuves ont provoqué l'assèchement de la Mer d'Aral qui, en l'espace de quelques années, s'est muée en désert de sel. Cette catastrophe écologique a fait l'objet d'une présentation impressionnante.

### La plus grande fuite: la corruption rongant les grands projets

À Bonn, on a assisté à de vifs débats sur le rôle des donateurs et des États, la problématique de l'exploitation des ressources en eau transfrontalières et les répercussions néfastes des grands barrages hydrauliques. Ces derniers provoquent des déplacements massifs de population, les paysans étant contraints d'abandonner les terres fertiles des vallées. En outre, on constate, sous l'effet combiné du déboisement et de l'érosion, un phénomène de sédimentation et une réduction de la capacité. Pour toutes ces raisons, cette option ne répond nullement aux critères de durabilité. En outre, dans le cas de fleuves transfrontaliers comme au Proche-Orient où la pénurie d'eau est chronique, ces barrages sont des sources de tensions susceptibles de générer de nouvelles guerres.

Au terme de cinq jours de consultations et en dépit d'intérêts divergents autour de

ce sujet si critique, les représentants de 118 gouvernements, 47 organisations internationales et 73 groupes d'intérêts sont parvenus à un remarquable consensus qui s'est exprimé, après maintes reformulations, sous forme d'un catalogue de recommandations pour le sommet de Johannesburg. Il doit constituer le point de départ d'une charte mondiale de l'eau. Les pays concernés devront soumettre d'ici 2005, un plan de gestion de l'eau selon un modèle commun.

Les 26 recommandations, qui ont été acceptées par les ministres de 46 pays présents à Bonn, sont dotées d'un préambule. On y souligne notamment que l'accès à l'eau pour tous constitue un besoin ou un droit, un moyen de lutte contre la pauvreté, ce qui justifie des besoins financiers supplémentaires annuels de 10 milliards de \$ dollars. Ces recommandations sont classées en trois domaines.

Le premier intitulé «*Actions dans le domaine de la bonne gouvernance*» établit les priorités suivantes: l'accès à l'eau potable pour tous, la garantie que les infrastructures réalisées profitent également aux plus démunis, une meilleure participation des femmes et autres groupes défavorisés, l'association de la problématique de l'eau à celle de la santé, l'exploitation des systèmes de ressources en eau internationaux, l'amélioration de la gestion de l'eau, la protection de la qualité de l'eau et de l'écosystème, la prévention des risques liés aux inondations, la gestion de l'impact du changement climatique et de l'évolution des besoins.

Par ailleurs, certaines recommandations réclament avec insistance la mise au point de plan nationaux de gestion des ressources en eau, une action conjointe dans la lutte contre la corruption notamment dans les projets de grande envergure associant également les donateurs internationaux et bilatéraux ainsi que la création et le respect de codes de bonne conduite. D'ailleurs, des représentants d'entreprises du secteur de l'énergie ont déjà annoncé la mise au point d'un code de ce type pour combattre la corruption et le népotisme.

Dans la catégorie intitulée «*Mobilisation des ressources financières*» figurent des recommandations sur une hausse significative des fonds alloués au titre de la promotion de projets de développement du secteur de l'eau – lesquels seront doublés de contraintes au niveau de l'affectation –, sur l'instauration d'un cadre attractif pour l'investissement privé ainsi que sur l'introduction de redevances pour financer les installations et de nouveaux investissements.

Enfin, le troisième domaine baptisé «*Développement des capacités et mise en commun des connaissances*» englobe de vastes mesures en matière de formation initiale et continue à tous les niveaux, impliquant l'utilisation des médias et un transfert technologique. Mais on y insiste aussi sur l'intégration du savoir traditionnel et la prise en compte des besoins individuels. À cet égard, les femmes doivent plus que jamais constituer un groupe cible prioritaire.

Les organisations non gouvernementales doivent jouer un rôle important au niveau du travail de conception, de la sensibilisation aux problèmes de l'environnement, de la responsabilisation ainsi qu'au plan de la coopération entre le gouvernement et les communes.

### Ordre mondial plus équitable

Les différents groupes présents à Bonn se sont félicités du recours à l'analyse des intervenants (*stakeholder approach*), élément novateur qui, de leur avis, devrait faire école auprès des autres conférences. En outre, ils déclarent se retrouver dans les recommandations finales. Par contre, les mouvements à la base en provenance du tiers monde ont dénoncé le peu d'intérêt suscité par la réalisation de petits projets peu coûteux alors que ceux-ci permettent précisément aux plus démunis de prendre leur sort en main et de satisfaire leurs besoins. Les gouvernements et l'industrie de l'eau préféreraient manifester les projets de grande envergure.

Dans son discours de clôture, au terme d'une conférence qualifiée globalement de réussite, le ministre allemand de l'Environnement, Jürgen Trittin, a rappelé que là où l'eau était gratuite, elle était gaspillée. Le point de consensus, peut-être le plus important à ses yeux, était que l'amélioration de l'accès à l'eau potable était indissociable de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Et le ministre a ajouté ceci: «La pauvreté, et j'espère que les hommes politiques en charge des questions d'environnement se sont passés le mot eux aussi, constitue le polluant le plus nocif qui existe». Dans cette optique, sa collègue et coprésidente de la conférence, la ministre de la Coopération économique et du Développement, Madame Heidemarie Wieczorek-Zeul, a rappelé une nouvelle fois la nécessité d'instaurer un ordre mondial plus équitable, permettant aux pays en développement de profiter davantage de la globalisation.

**Heinz Berger, spécialiste des affaires africaines, consultant de l'église protestante**